

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1919.

---

## Projet de loi

sur les réparations à accorder aux victimes civiles  
de la guerre

---

### EXPOSÉ DES MOTIFS.

---

MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 23 octobre 1918 a reconnu aux Belges le droit à la réparation, par la Nation, des dommages résultant des faits de la guerre.

Le projet de loi dont nous avons eu l'honneur de saisir la Législature, le 11 décembre dernier, règle l'application de ce principe, en ce qui concerne les atteintes portées aux biens, meubles et immeubles.

Les nouvelles propositions que nous soumettons aujourd'hui aux délibérations des Chambres sont relatives aux suites dommageables des atteintes portées à la vie ou à la santé des personnes qui n'appartiennent pas à l'armée.

En ce qui concerne les combattants, la question se pose dans des termes très particuliers. Il s'agit dans ce cas, pour nos héroïques défenseurs, des risques normaux de la guerre, et c'est à la législation sur les pensions militaires qu'il appartient de pourvoir ici à des nécessités, dans l'appréciation desquelles le sentiment de la reconnaissance nationale doit entrer pour la plus large part. D'un autre côté, le caractère rémunératoire inhérent à toute pension correspondant à des services rendus à l'État, implique qu'il soit tenu compte des différences de grades. Les lois en vigueur consacrent ces principes et il n'est pas question d'y renoncer, au moment où ces lois vont être soumises à révision à d'autres égards.

Le cas des victimes civiles de la guerre est bien différent. C'est la pensée de la réparation d'un tort, d'une injustice, qui doit ici dominer. Dans le principe même du droit dont il convient d'organiser l'application, il n'est plus

rien qui rappelle le risque professionnel au sens propre du terme ou le risque inhérent à l'accomplissement régulier d'un devoir civique. Le but à atteindre est d'atténuer — dans la faible mesure où il est permis de parler ainsi en présence de l'irréparable — les conséquences préjudiciables de faits anormaux, de faits extraordinaires, en raison desquels un grand nombre de nos compatriotes ont, plus douloureusement que la généralité, supporté le terrible poids des hostilités.

A coup sûr, il n'est personne qui n'ait souffert de la guerre à quelque point de vue que ce soit. Mais il y a eu de très grandes inégalités dans le malheur, et le sentiment de la solidarité nationale ne serait point satisfait, si l'on ne cherchait point à les compenser, quelque peu que ce fût.

L'opinion, en quelque sorte irrésistible, qui a prévalu partout de la nécessité d'une réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre, s'explique d'ailleurs par l'atrocité des moyens mis en œuvre par les Allemands. Foulant aux pieds toutes les lois divines et humaines, ils ont outrageusement méconnu ce principe — que l'on croyait définitivement entré dans la conscience universelle — qui veut que la guerre soit une relation, non point d'individu à individu, mais une relation d'Etat à Etat. C'est cette méconnaissance qui a entraîné tant de morts, d'infirmités, de maladies et de souffrances pour la population civile qui eût dû demeurer à l'abri du conflit. Il se conçoit que, dans ces circonstances, le législateur doive organiser juridiquement la réparation des torts, soufferts dans leurs personnes mêmes ou supportés par leurs proches, que la guerre a infligés aux non combattants.

Pour l'appréciation du préjudice, il ne paraît guère possible de se baser, dans l'occurrence, sur des éléments individuels. L'assimilation que l'on serait tenté de prime abord d'établir entre la compensation du préjudice occasionné aux victimes civiles de la guerre et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ne répond point à la réalité des situations. Nous avons dit déjà qu'il convenait d'écarter en principe toute idée d'un risque professionnel. Mais, en fait, ce qui, dans le régime légal des accidents de travail, permet d'adapter adéquatement l'indemnité à l'importance du dommage éprouvé, c'est la circonstance que le mode usuel de rémunération de la main-d'œuvre industrielle donne le moyen relativement facile de chiffrer cette importance. La généralisation de l'assurance, avec la notation également généralisée des salaires que la pratique de l'assurance comporte, rendent possible l'application pratique du système.

Rien de pareil dans le cas des victimes civiles de la guerre. La mise en œuvre de dispositions correspondant à celles qui, dans la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, concernent la définition du « salaire de base », se heurterait à d'insurmontables difficultés, à supposer même que de telles dispositions fussent susceptibles d'être formulées.

Même dans la loi que nous venons de rappeler, le caractère forfaitaire de la réparation n'a pas permis d'ajuster d'une manière absolue l'évaluation du préjudice aux particularités propres à chaque cas donné. Le forfait est établi d'après une sorte de moyenne.

Dans la question qui nous occupe, il faut, par la force même des choses, pousser plus loin encore l'idée de l'indemnité forfaitaire.

Le projet de loi se divise en deux parties distinctes : réparation à la victime elle-même, réparation aux ayants-droit, quand elle a disparu.

Pour la victime, la réparation se base sur l'incapacité de travail. Celle-ci donne droit à une rente annuelle, dont le projet fixe le maximum qui correspond à une incapacité totale. C'est ce maximum qui doit servir de critérium aux tribunaux des dommages de guerre en cas d'incapacité partielle pour leur permettre de proportionner la réparation au degré d'incapacité.

Toutefois, il a paru nécessaire de corriger, par des dispositions spéciales, ce qu'une égalité rigoureuse dans le forfait pouvait avoir d'injuste. C'est pourquoi, d'une part, il est loisible aux tribunaux de dépasser le chiffre de 1,200 francs et de le majorer jusqu'à 2,400 francs, lorsque la situation économique de l'intéressé avant la guerre justifie cette augmentation ; d'autre part, ils pourront tenir compte des charges de famille suivant un barème que la loi indique.

Ajoutons que l'intervention éventuelle de l'Œuvre Nationale des Invalides de la guerre dont le Gouvernement a proposé la création (projet de loi du 11 décembre 1918) permettra d'accroître dans bien des circonstances et en envisageant les situations individuelles, les avantages prévus par nos propositions actuelles.

C'est ainsi qu'aux termes de ce projet, les victimes civiles de la guerre sont assimilées aux soldats invalides ; l'Œuvre Nationale leur prêtera son appui au même titre qu'elle le consentira aux militaires, en vue notamment de leur faire récupérer leur capacité de travail et d'assurer leur rééducation professionnelle. Grâce à ces dispositions, les victimes civiles de la guerre pourront donc, en cas de nécessité, obtenir de l'Œuvre Nationale des secours médicaux et pharmaceutiques ou se procurer les appareils de prothèse qui leur seraient utiles.

En cas de décès de la victime, le projet assure aux ayants-droit, dont il détermine la qualité, une pension annuelle forfaitaire ; les considérations émises ci-devant quant à la nécessité de modifier ici le système égalitaire, n'exercent pas d'influence.

Les articles du projet ne nécessitent guère d'explications spéciales. Ce projet a pu être rédigé dans une forme très brève, par la raison d'abord que, quant au champ d'application, il a suffi de s'en référer au projet dont la Législature a été précédemment saisie en ce qui concerne la réparation des dommages de guerre résultant d'atteintes souffertes dans les biens meubles et immeubles ; ensuite, parce que, pour ce qui est de la compétence et de la procédure, la question a déjà été réglée par les titres 2 et 3 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre.

Pour le surplus, nous nous bornerons à faire observer que, dans la rédaction des textes, nous nous sommes inspirés, dans la mesure du possible, de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail. Nous ne noterons à ce sujet qu'un seul point. En cas de décès de la victime, les

allocations prévues, tout au moins pour certaines catégories d'ayants-droit, ne sont dues que si la victime était le soutien de ces derniers. Cette expression doit être interprétée comme dans la loi susvisée. Il ne faudra donc pas, pour que l'indemnité soit accordée, qu'il soit démontré que l'ayant-droit était dans le besoin. Il suffira que la victime lui soit venue en aide d'une façon régulière, à quelque degré que ce soit.

*Le Ministre des Affaires Économiques,*

HENRI JASPAR.



**PROJET DE LOI**  
**sur les réparations à accorder aux**  
**victimes civiles de la guerre.**

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Mi-  
 nistre des Affaires Économiques,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre des Affaires Écono-  
 miques présentera en notre nom,  
 aux Chambres législatives, le projet  
 de loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.**

Est réglée conformément à la  
 présente loi, la réparation des dom-  
 mages causés aux Belges qui n'ap-  
 partiennent pas à l'Armée, par  
 décès, blessures, maladies ou infir-  
 mités survenues en suite de mesures  
 ou de faits de guerre qui donne-  
 raient droit à indemnité en cas de  
 préjudice subi dans les biens, spé-  
 cialement en cas d'internement, de  
 travail forcé ou de déportation.

**WETSONTWERP**  
**op de vergoeding toe te kennen aan de**  
**burgerlijke slachtoffers van den**  
**oorlog.**

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-  
 menden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister  
 van Staathuishoudkundige Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-  
 SLUITEN :**

Onzen Minister van Staathuis-  
 houdkundige Zaken is belast in  
 Onzen Naam, bij de Wetgevende  
 Kamers het wetsontwerp in te die-  
 nen, waarvan de inhoud volgt :

**EERSTE ARTIKEL.**

Wordt geregeld overeenkomstig  
 de bepalingen van deze wet de  
 vergoeding der schade berokkend  
 aan de niet tot het leger behoo-  
 rende Belgen, door overlijden,  
 verwondingen, ziekten of gebrek-  
 kelijkheden voor- of opgedaan ten  
 gevolge van maatregelen of oor-  
 logsfeiten welke recht zouden ge-  
 ven op vergoeding in geval van na-  
 deel ondergaan in de goederen,  
 bijzonderlijk in geval van interneer-  
 ring, dwangarbeid of deportatie.

## ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c., la victime a droit à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 1,200 francs pour l'incapacité totale.

Ce maximum peut être porté à 2,400 francs au plus, lorsqu'il est établi qu'une allocation annuelle de 1,200 francs n'est pas proportionnée à la situation économique de l'intéressé considérée à la date du 1<sup>er</sup> août 1914.

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

## ART. 3.

Si l'incapacité est temporaire, une allocation fixée comme il est dit à l'article qui précède est accordée pour la durée de l'invalidité, à la condition que cette durée dépasse trente jours.

L'allocation prend cours, en ce cas, à l'expiration de ce délai. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, à la demande du titulaire, pourvu que cette demande soit introduite dans le délai de trois ans à dater de la première décision; elle peut alors être majorée ou diminuée.

## ART. 4.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par

## ART. 2.

Heeft het schadelijke feit een blijvend arbeidsonvermogen van minstens 10 p. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht op eene jaarlijksche vergoeding bepaald, volgens den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 1,200 frank voor het volslagen onvermogen.

Dit maximum mag opgevoerd worden tot hoogstens 2,400 frank, wanneer er vastgesteld wordt dan eene jaarlijksche vergoeding van 1,200 frank niet in verhouding staat met den economischen toestand waarin de belanghebbende den 1<sup>en</sup> Augustus 1914 verkeerde.

De graad van het onvermogen wordt berekend naar eenen bij koninklijk besluit vast te stellen standaard.

## ART. 3.

Voor elk tijdelijk onvermogen van meer dan dertig dagen wordt voor dezes duur vergoeding verleend vastgesteld zooals gezegd in voorgaand artikel.

In dit geval is de vergoeding verschuldigd van af den een en dertigsten dag van het onvermogen. Zij mag op aanvraag van den titularis, een of meermalen vernieuwd worden, op voorwaarde dat deze aanvraag ingediend worde binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de eindbeslissing; zij mag alsdan verhoogd of verminderd worden.

## ART. 4.

Voor elk kind beneden de zestien jaar, op het oogenblik van het

enfant âgé de moins de seize ans au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale. Elle prend fin, pour chaque enfant, le jour où celui-ci atteint l'âge de seize ans.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application des dispositions qui précèdent, que s'ils ont été reconnus avant le fait dommageable.

#### ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1° Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur au fait dommageable ; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien ;

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes nés ou conçus avant le fait dommageable et aux enfants naturels reconnus avant ce fait, pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de seize ans au moment du même fait ;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable, ainsi qu'aux as-

schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene vermeerdering van jaarlijksche vergoeding toegekend.

Deze vermeerdering is bepaald naar den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 300 frank per kind in geval van volslagen onvermogen. Zij wordt voor elk kind niet meer toegekend zoodra het den zestienjarigen leeftijd bereikt.

De buitenechtelijke kinderen komen niet in aanmerking voor de toepassing van voorgaande bepalingen, dan zoo zij vóór het schadelijk feit als wettige kinderen erkend zijn.

#### ART. 5.

Heeft het schadelijk feit de dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene jaarlijksche vergoeding van 800 frank aan de noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echteling, op voorwaarde dat het huwelijk vóór het schadelijk feit is voltrokken ; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op die vergoeding wanneer het slachtoffer zijn steun was ;

2° Eene jaarlijksche vergoeding van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen, vóór het schadelijk feit geboren of ontvangen, en aan de buitenechtelijke, vóór dit feit erkende kinderen, voor zoover beiden op het oogenblik van hetzelfde feit den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt ;

b) Aan de kleinkinderen, die op het oogenblik van het schadelijk feit den leeftijd van 16 jaar niet

cendants dont la victime était le soutien ;

c) Aux frères et aux sœurs, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable et dont la victime était le soutien.

Les enfants excluent les ayants-droit des catégories B et C ; toutefois, les petits-enfants viennent en représentation de leur auteur. Les ayants-droit de la catégorie B excluent les frères et sœurs.

#### ART. 6.

Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres II et III du dit arrêté-loi, non contraires à la présente loi.

#### ART. 7.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois mois de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette mise en vigueur, dans les trois mois à dater de ce fait.

#### ART. 8.

Lorsque la cause n'est pas en état, le tribunal peut accorder même d'office une allocation provisionnelle.

Si la provision dépasse le montant de l'allocation définitive, il n'y a pas lieu à répétition de la différence.

hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opgaande linie, wier steun het slachtoffer was ;

c) Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaar op het oogenblik van het schadelijk feit, wier steun het slachtoffer was.

De kinderen sluiten de rechthebbenden van groepen B en C uit; evenwel treden de kleinkinderen bij plaatsvervulling voor hun rechtgever op. De rechthebbenden van groep B sluiten de broeders en zusters uit.

#### ART. 6.

De vergoedingen worden verleend door de rechtsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij het wetbesluit van 23 Oktober 1918.

Al de bepalingen van titels II en III van evenvermeld wet-besluit, welke niet in strijd zijn met onderhavige wet, zullen worden toegepast.

#### ART. 7.

De aanvraag dient, op straf van rechtsverval, ingediend binnen de drie maand volgende op het in werking treden van onderhavige wet of, zoo het schadelijk feit na dit in werking treden zich heeft voorgedaan, binnen de drie maand ingaande met dit feit.

#### ART. 8.

Wanneer de zaak niet in staat van wijzen is, mag de rechtbank, zelfs ambtshalve, eene vergoeding bij voorraad toekennen.

Indien de bij voorraad verleende vergoeding de bij eindbeslissing toegekende vergoeding te boven gaat, mag het verschil niet meer teruggeëischt worden.

## ART. 9.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

## ART. 10.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics.

Le cumul de deux ou plusieurs allocations prévues par la présente loi est interdit.

## ART. 11.

Les indemnités ne sont pas dues pour le temps pendant lequel les titulaires, en raison des dommages visés par la présente loi, ont reçu des allocations, soit de l'État, des provinces ou des communes, soit du Comité National de Secours et d'Alimentation, notamment par l'intermédiaire de l'Oeuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et de la Section Aide et Protection aux Invalides de la Guerre.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1919.

## ART. 9.

De krachtens deze wet verschuldigde vergoedingen zijn niet vatbaar voor afstand en beslag tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

## ART. 10.

Het voorrecht van deze wet en dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten mogen niet te gelijk worden gevorderd.

Zoo ook is het verboden twee of meer door onderhavige wet voorzien vergoedingen te gelijk op te trekken.

## ART. 11.

De vergoedingen zijn niet verschuldigd voor den tijd gedurende denwelke de titularissen, wegens de bij deze wet bedoelde schade, vergoedingen hebben ontvangen, hetzij van den Staat, de provinciën of de gemeenten, hetzij van het Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding, o. m. door bemiddeling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen en van de Afdeling Hulp en Bescherming voor de Oorlogsinvalieden.

Gegeven te Brussel, den 20<sup>e</sup> Februari 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires Économiques,*

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,*

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 20 FEBRUARI 1919.

---

## Wetsontwerp

op de vergoeding toe te kennen aan de burgerlijke  
slachtoffers van den oorlog

---

## Memorie van Toelichting

---

MIJNE HEEREN,

Het wet-besluit van 23 October 1918 heeft aan de Belgen het recht erkend op vergoeding door de Natie, van de uit oorlogsfeiten voortvloeiende schade.

Het wetsontwerp, welke wij de eer hebben gehad bij de wetgevende macht den 11<sup>de</sup> December jongstleden in te dienen, houdt regeling van de toepassing van dit beginsel, voor wat betreft de schade aan roerende en onroerende goederen.

De nieuwe voorstellen welke wij heden aan de Kamers ter beraadslaging voorleggen, betreffen de schadelijke gevolgen van het krenken van leven of gezondheid van niet tot het leger behorende personen.

Voor de strijdenden, stelt het vraagstuk zich op geheel bijzondere wijze voor. Er is hier sprake, voor onze heldhaftige verdedigers, van de normale oorlogsrisico's, en door de wetgeving op de militaire pensioenen dient er hier in behoeften voorzien, bij welke beoordeeling's lands erkentelijkheid in de ruimste mate als richtsnoer moeten worden gevolgd. Anderdeels sluit het loonend karakter van elk in verhouding met de aan den Staat bewezen diensten staande pensioen in zich dat er rekening worde gehouden met het verschil van graden. De van kracht zijnde wetten vestigen deze beginselen en er is geenszins spraak daarvan af te zien nu die wetten uit anderen hoofde aan herziening gaan worden onderworpen.

Het geval van de burgerlijke oorlogsslachtoffers komt heel anders voor. Als heerschende gedachte hoeft hier de herstelling van een nadeel, van een onrecht te gelden. In het beginsel zelf van het recht waarvan het betaamt

de toepassing te regelen, bestaat er niets meer dat aan het beroepsrisico, in den eigenlijken zin van het woord, of aan het risico waarmede de regelmatige vervulling van een burgerplicht gepaard gaat, doet denken. Men beoogt de verzachting in de zwakke mate waarin men zulks tegenover het onherstelbare mag zeggen, van de nadeelige gevolgen van abnormale, buitengewone feiten, uit hoofde derwelke een groot aantal onzer landgenooten, op hardere wijze dan de meerderheid, het verschikkelijk oorlogswee hebben moeten verduren.

Voorzeker heeft elkeen, uit welk oogpunt het ook zij, door den oorlog geleden. Maar het oorlogswee heeft voorzeker meer op den eene dan op den andere gedrukt en men zou aan nationale solidariteit te kort komen zoo men die ongelijkheid niet eenigerwijze trachtte te verheffen. De om zoo te zeggen onwbeerstaanbare meening, welke overal de noodzakelijkheid van eene aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers toe te kennen vergoeding heeft doen inzien, vindten andere hare verklaring in de wreede middelen welke door de Duitschers werden te baat genomen. Al de goddelijke en menschelijke wetten met de voeten vertredende, hebben dezen schandig het beginsel miskend — dat men voor goed als algemeen aangenomen dacht — namelijk dat de oorlog slechts een betrekking van Staat tot Staat en niet van eenling tot eenling daarstelt. Deze miskennis was de oorzaak van de dood van tal van lieden, van talrijke ziekten, gebrekkelijkheden, en de bron van zooveel lijden voor de burgerlijke bevolking, welke voor het conflict gevrijwaard had moeten blijven. In deze toedracht bevroedt men dat de wetgever gerechtelijk de herstelling dient in te richten van het onrecht aangedaan aan de niet-strijdenden, in hun eigen persoon of aan hun nabestaanden, door eenen wreeden, onverbiddelijken krijg.

Bij het beoordeelen van het nadeel, blijkt het geenszins mogelijk zich in voorhanden geval op individueële bestanddeelen te gronden. De gelijkstelling, waartoe men eerst geneigd zou zijn, van vergoeding van het aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers berokkend nadeel met de vergoeding van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen beantwoordt geenszins aan de werkelijke toedracht. Wij hebben reeds gezegd dat men alle denkbeeld van beroepsrisico in beginsel diende ter zijde te schuiven. Edoch, doordien men, in feite, bij middel van het thans in het nijverheidsbedrijf in voege zijnde loonstelsel op betrekkelijk gemakkelijke wijze de gewichtigheid van de geleden schade heeft kunnen berekenen, heeft men bij het wettelijk stelsel der arbeidsongevallen ten volle de vergoeding aan de gewichtigheid der schade kunnen aanpassen. Het veralgemeenen van verzekering en van het daarbij in voege zijnde loonstelsel, heeft ten slotte de practische toepassing van het vergoedingsstelsel mogelijk gemaakt.

Niets dergelijks treft men ter zake van schade aan burgerlijke slachtoffers aan. Het in werking stellen van schikkingen overeenkomend met die welke, in de wet op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, de begripsbepaling van het « tot grondslag strekkend loon » betreffen, zou met onoverkomelijk bezwaren in botsing komen, in de veronderstelling dat soortgelijke schikkingen duidelijk onder woorden konden

gebracht worden. En, rechtuit gesproken, men ziet niet in hoe men ze duidelijk onder woorden zou kunnen brengen.

Zelfs in de wet, waarvan wij daareven hebben gewag gemaakt, heeft het eens voor altijd bepaalde vergoedingentarief het niet mogelijk gemaakt om de bijzonderheden van elk gegeven geval bij de raming van het nadeel op volstreekte wijze in aanmerking te nemen. De eens voor altijd bepaalde vergoedingen werden naar een soort gemiddeld cijfer vastgesteld.

In het onderwerpelijk vraagstuk dient men uit den aard der zaken het begrip van een eens voor altijd bepaalde vergoeding uit te wijden.

Het wetsontwerp behelst twee onderscheidene deelen : vergoeding aan het slachtoffer zelf, vergoeding aan de rechthebbenden bijaldien het slachtoffer gestorven is.

Voor het slachtoffer, is de vergoeding op het arbeidsonvermogen gegrond. Dit onvermogen geeft recht op een jaargeld, waarvan het met een volslagen onvermogen overeenkomend maximum-bedrag in het wetsontwerp is bepaald. Dit maximum moet aan de rechtbanken voor oorlogsschade in geval van gedeeltelijk arbeidsonvermogen tot criterium dienen om de vergoeding met den graad van onvermogen evenredig te maken.

Evenwel is het noodig gebleken bij bijzondere schikkingen al het onbillijke te temperen wat bij eene stipte gelijkheid van toepassing van eens voor altijd bepaalde vergoedingen zich zoude kunnen voordoen. Het is aan de rechtbanken geoorloofd boven de 1,200 frank te gaan en dit cijfer tot een bedrag van 2,400 frank te vermeerderen, wanneer de economische toestand van den betrokkene deze vermeerdering bilijkt; anderzijds mogen zij naar een door de wet opgegeven standaard met de familielasten rekening houden.

Voegen wij erbij dat bij gebeurlijke tussenkomst van het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden, waarvan de Regeering de oprichting heeft voorgesteld (wetsontwerp van 11 December 1918) het in menige omstandigheden, mogelijk zal zijn de voordeelen uit te breiden voorzien bij onze onderhavige voorstellen, gelet op de individueële toestanden.

Alzoo zullen volgens de bewoordingen van dit wetsontwerp, de burgerlijke oorlogsslachtoffers gelijk staan met de soldateninvaliden; het Nationaal Werk zal hun zijnen steun verleen en in dezelfde mate als aan de oorlogsinvaliden, ten einde onder meer dezen hun vroeger arbeidsvermogen te doen herwinnen en hunne vakheropleiding te verzekeren. Dank zij dezen schikkingen zullen de burgerlijke oorlogsslachtoffers, zoo noodig, van het Nationaal Werk geneeskundige en artseneijkundige hulp kunnen verkrijgen en zich de hun noodige kunstmatige organen kunnen aanschaffen.

In geval van overlijden van het slachtoffer, verzekert het wetsontwerp aan de rechtverkrijgenden, welker rechtstitels het bepaalt, een eens voor altijd vastgesteld jaargeld; hierbovenstaande beschouwingen omtrent de noodzakelijke wijziging alhier van het gelijkheidsstelsel; blijven zonder invloed.

De artikelen van onderhavig wetsontwerp hebben amper bijzondere toelichting noodig. Dit wetsontwerp kon bondig opgemaakt worden, vooreerst doordien, in zake het toepassingsveld, het volstaat te verwijzen naar het onlangs bij de wegevende Kamers ingediend wetsontwerp op de

vergoeding van schade aan roerende en onroerende goederen, en vervolgens omdat, ter zake van bevoegdheid en van rechtspleging, het vraagstuk reeds geregeld was bij titels 2 en 3 van het wet-besluit van 23 oktober 1918 betreffende de vaststelling en raming der schade voortspuitende uit oorlogsfeiten (art. 1 en art. 6 van het wetsontwerp).

Overigens willen wij enkel nog dien aanmerken dat bij het opmaken van de teksten, wij in de mate der mogelijkheid de wet van 24 december 1903 op de vergoeding van de arbeidsongevallen hebben te rade gegaan. Wij zullen dienomtrent maar een punt aanstippen. In geval van overlijden van het slachtoffer, zijn de ten minste voor zekere groepen rechthebbenden-voorziene vergoedingen slechts dan verschuldigd wanneer het slachtoffer de steun dezer laatsten was. Deze uitdrukking moet vertolkt worden zooals in evenvermelde wet. Er zal dus niet noodig zijn te bewijzen dat de rechthebbende in nood verkeerde, opdat de vergoeding kunne worden verleend.

Voldoende zal het zijn dat het slachtoffer dezen op regelmatige wijs, in welke mate ook, ter hulp gekomen is.

*De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,*

HENRI JASPAR.



**PROJET DE LOI**  
**sur les réparations à accorder aux**  
**victimes civiles de la guerre.**

---

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Mi-  
 nistre des Affaires Économiques,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre des Affaires Écono-  
 miques présentera en notre nom,  
 aux Chambres législatives, le projet  
 de loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.**

Est réglée conformément à la  
 présente loi, la réparation des dom-  
 mages causés aux Belges qui n'ap-  
 partiennent pas à l'Armée, par  
 décès, blessures, maladies ou infir-  
 mités survenues en suite de mesures  
 ou de faits de guerre qui donne-  
 raient droit à indemnité en cas de  
 préjudice subi dans les biens, spé-  
 cialement en cas d'internement, de  
 travail forcé ou de déportation.

**WETSONTWERP**  
**op de vergoeding toe te kennen aan de**  
**burgerlijke slachtoffers van den**  
**oorlog.**

---

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-  
 menden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister  
 van Staathuishoudkundige Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-  
 SLUITEN :**

Onzen Minister van Staathuis-  
 houdkundige Zaken is belast in  
 Onzen Naam, bij de Wetgevende  
 Kamers het wetsontwerp in te die-  
 nen, waarvan de inhoud volgt

**EERSTE ARTIKEL.**

Wordt geregeld overeenkomstig  
 de bepalingen van deze wet de  
 vergoeding der schade berokkend  
 aan de niet tot het leger behoo-  
 rende Belgen, door overlijden,  
 verwondingen, ziekten of gebrek-  
 kelikheden voor- of opgedaan ten  
 gevolge van maatregelen of oor-  
 logsfeiten welke recht zouden ge-  
 ven op vergoeding in geval van na-  
 deel ondergaan in de goederen,  
 bijzonderlijk in geval van internee-  
 ring, dwangarbeid of deportatie.

## ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c., la victime a droit à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 1,200 francs pour l'incapacité totale.

Ce maximum peut être porté à 2,400 francs au plus, lorsqu'il est établi qu'une allocation annuelle de 1,200 francs n'est pas proportionnée à la situation économique de l'intéressé considérée à la date du 1<sup>er</sup> août 1914.

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

## ART. 3.

Si l'incapacité est temporaire, une allocation fixée comme il est dit à l'article qui précède est accordée pour la durée de l'invalidité, à la condition que cette durée dépasse trente jours.

L'allocation prend cours, en ce cas, à l'expiration de ce délai. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, à la demande du titulaire, pourvu que cette demande soit introduite dans le délai de trois ans à dater de la première décision; elle peut alors être majorée ou diminuée.

## ART. 4.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par

## ART. 2.

Heeft het schadelijke feit een blijvend arbeidsonvermogen van minstens 10 p. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht op eene jaarlijksche vergoeding bepaald, volgens den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 1,200 frank voor het volslagen onvermogen.

Dit maximum mag opgevoerd worden tot hoogstens 2,400 frank, wanneer er vastgesteld wordt dat eene jaarlijksche vergoeding van 1,200 frank niet in verhouding staat met den economischen toestand waarin de belanghebbende den 1<sup>en</sup> Augustus 1914 verkeerde.

De graad van het onvermogen wordt berekend naar eenen bij koninklijk besluit vast te stellen standaard.

## ART. 3.

Voor elk tijdelijk onvermogen van meer dan dertig dagen wordt voor dezes duur vergoeding verleend vastgesteld zooals gezegd in voorgaand artikel.

In dit geval is de vergoeding verschuldigd van af den een en dertigsten dag van het onvermogen. Zij mag op aanvraag van den titularis, een of meermalen vernieuwd worden, op voorwaarde dat deze aanvraag ingediend worde binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de eindbeslissing; zij mag alsdan verhoogd of verminderd worden.

## ART. 4.

Voor elk kind beneden de zestien jaar, op het oogenblik van het

enfant âgé de moins de seize ans au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale. Elle prend fin, pour chaque enfant, le jour où celui-ci atteint l'âge de seize ans.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application des dispositions qui précèdent, que s'ils ont été reconnus avant le fait dommageable.

#### ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1<sup>o</sup> Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur au fait dommageable ; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien ;

2<sup>o</sup> Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes nés ou conçus avant le fait dommageable et aux enfants naturels reconnus avant ce fait, pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de seize ans au moment du même fait ;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable, ainsi qu'aux as-

schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene vermeerdering van jaarlijksche vergoeding toegekend.

Deze vermeerdering is bepaald naar den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 300 frank per kind in geval van volslagen onvermogen. Zij wordt voor elk kind niet meer toegekend zoodra het den zestienjarigen leeftijd bereikt.

De buitenechtelijke kinderen komen niet in aanmerking voor de toepassing van voorgaande bepalingen, dan zoo zij vóór het schadelijk feit als wettige kinderen erkend zijn.

#### ART. 5.

Heeft het schadelijk feit de dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen toegekend :

1<sup>o</sup> Eene jaarlijksche vergoeding van 800 frank aan de noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echteling, op voorwaarde dat het huwelijk vóór het schadelijk feit is voltrokken ; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op die vergoeding wanneer het slachtoffer zijn steun was ;

2<sup>o</sup> Eene jaarlijksche vergoeding van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen, vóór het schadelijk feit geboren of ontvangende, en aan de buitenechtelijke, vóór dit feit erkende kinderen, voor zoover beiden op het oogenblik van hetzelfde feit den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt ;

b) Aan de kleinkinderen, die op het oogenblik van het schadelijk feit den leeftijd van 16 jaar niet

cendants dont la victime était le soutien ;

c) Aux frères et aux sœurs, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable et dont la victime était le soutien.

Les enfants excluent les ayants-droit des catégories B et C ; toutefois, les petits-enfants viennent en représentation de leur auteur. Les ayants-droit de la catégorie B excluent les frères et sœurs.

#### ART. 6.

Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres II et III du dit arrêté-loi, non contraires à la présente loi.

#### ART. 7.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois mois de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette mise en vigueur, dans les trois mois à dater de ce fait.

#### ART. 8.

Lorsque la cause n'est pas en état, le tribunal peut accorder même d'office une allocation provisionnelle.

Si la provision dépasse le montant de l'allocation définitive, il n'y a pas lieu à répétition de la différence.

hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opgaande linie, wier steun het slachtoffer was ;

c) Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaar op het oogenblik van het schadelijk feit, wier steun het slachtoffer was.

De kinderen sluiten de rechthebbenden van groepen B en C uit; evenwel treden de kleinkinderen bij plaatsvervulling voor hun rechtgever op. De rechthebbenden van groep B sluiten de broeders en zusters uit.

#### ART. 6.

De vergoedingen worden verleend door de rechtsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij het wetbesluit van 23 Oktober 1918.

Al de bepalingen van titels II en III van evenvermeld wet-besluit, welke niet in strijd zijn met onderhavige wet, zullen worden toegepast.

#### ART. 7.

De aanvraag dient, op straf van rechtsverval, ingediend binnen de drie maand volgende op het in werking treden van onderhavige wet of, zoo het schadelijk feit na dit in werking treden zich heeft voorgedaan, binnen de drie maand ingaande met dit feit.

#### ART. 8.

Wanneer de zaak niet in staat van wijzen is, mag de rechtbank, zelfs ambtshalve, eene vergoeding bij voorraad toekennen.

Indien de bij voorraad verleende vergoeding de bij eindbeslissing toegekende vergoeding te boven gaat, mag het verschil niet meer teruggeëischt worden.

## ART. 9.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

## ART. 10

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics.

Le cumul de deux ou plusieurs allocations prévues par la présente loi est interdit.

## ART. 11.

Les indemnités ne sont pas dues pour le temps pendant lequel les titulaires, en raison des dommages visés par la présente loi, ont reçu des allocations, soit de l'État, des provinces ou des communes, soit du Comité National de Secours et d'Alimentation, notamment par l'intermédiaire de l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et de la Section Aide et Protection aux Invalides de la Guerre.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1919.

## ART. 9.

De krachtens deze wet verschuldigde vergoedingen zijn niet vatbaar voor afstand en beslag tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

## ART. 10.

Het voorrecht van deze wet en dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten mogen niet te gelijk worden gevorderd.

Zoo ook is het verboden twee of meer door onderhavige wet voorziene vergoedingen te gelijk op te trekken.

## ART. 11.

De vergoedingen zijn niet verschuldigd voor den tijd gedurende denwelke de titularissen, wegens de bij deze wet bedoelde schade, vergoedingen hebben ontvangen, hetzij van den Staat, de provinciën of de gemeenten, hetzij van het Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding, o. m. door bemiddeling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen en van de Afdeeling Hulp en Bescherming voor de Oorlogsinvaliden.

Gegeven te Brussel, den 20<sup>e</sup> Februari 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires Économiques,*

Henri JASPAR.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,*